



Une délégation parlementaire revient d'Italie : l'heure du constat

Rubrique : actualités - Date : lundi 13 février 2006

L'AFP indique qu'au terme d'une visite de deux jours en Italie, le député UMP, Yves Bur, vice président de l'Assemblée nationale, a estimé que l'exemple italien montrait qu'il était « possible en France » d'interdire de fumer dans tous les lieux publics. « Cela montre qu'il n'est pas besoin d'attendre plus, il est temps de passer aux actes » a déclaré le député, se disant « surpris qu'en Italie avec son côté latin, comme nous l'avons en France, cette interdiction soit passée comme une lettre à la poste ». Selon lui « lorsqu'une loi est bien comprise c'est un succès politique ». D'après l'AFP, à ceux qui s'inquiétaient de la proximité des élections en France, Yves Bur a fait remarquer que la loi était entrée en vigueur en Italie à peine un peu plus d'un an avant les prochaines élections, tout en jugeant néanmoins qu'en France il fallait « trouver le bon moment politique ». Expliquant que son sentiment était partagé par les autres parlementaires de la délégation (Lionel Luca, Francis, Falala, Robert Del Picchia), l'agence précise que Lionel Luca n'a émis qu'un seul « bémol sur le cas spécifique des bars tabac qui ont déjà subi un premier traumatisme avec la hausse des prix du tabac » et que pour Francis Falala « tout semble pouvoir être transposé mais il faut être prudent et ne pas faire une loi contre les fumeurs ». L'agence rapporte que l'ancien ministre de la santé italien, instigateur de la loi, leur a expliqué le cheminement « très long » du texte, avec d'abord une campagne scientifique pour montrer les effets nocifs du tabagisme passif puis un temps d'adaptation très long laissé aux établissements avant le lancement de l'interdiction. Selon lui, le soutien de l'opinion publique « a été fondamental », et au bout d'un an, 90% des Italiens sont hostiles à tout retour en arrière. D'après l'agence, l'ancien ministre évalue la baisse des ventes de cigarettes à 6% et celle du nombre de fumeurs à 500 000.

A noter un reportage de l'AFP sur les parlementaires en tournée dans les bars italiens sans fumée, avec des fumeurs toujours là, mais qui naviguent entre intérieur et extérieur. Au Big, bar en plein centre de Rome, Yves Bur constate que « ce qui est flagrant c'est qu'il n'y a pas de cendriers » et il pointe du doigt le grand panneau « vietato fumare » qui mentionne le montant des amendes. D'après l'agence, « la petite troupe » - qui comprend Didier Jayle, président de la MILDT, des membres de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie (UMIH), et du laboratoire Claxosmithkline - « ne peut s'empêcher de constater que fumeur ou non, ce n'est pas désagréable de ne pas avoir les yeux qui piquent et de respirer un air sain ». Interrogé par la délégation, le patron du bar, dit trouver la loi très positive malgré une baisse de son chiffre d'affaire, car après 17 ans de travail dans les bars, il se sent beaucoup mieux physiquement. La serveuse, 23 ans, fumeuse, dit préférer que personne ne fume pour manger mais juge que pour les boîtes de nuit « c'est différent » et que « l'hiver ce n'est pas cool d'aller fumer dehors ». Visite au Gilda, discothèque chic à la mode, où « l'absence de fumée est encore plus manifeste » car « pour un Français une discothèque sans brouillard c'était quand même dur à imaginer ». D'après l'agence « l'interdiction ne semble pas plomber l'ambiance ». la serveuse relève qu'il n'y a pas moins de monde qu'avant même si certains « râlent de devoir aller fumer dehors » et une cliente se félicite pour sa part que ses « vêtements ne sentent plus la fumée ».

D'après l'AFP, Bernard Quartier et Jean Marc Le Carour de l'UMIH, se sont déclarés « surpris » de la façon dont les Italiens ont accepté l'interdiction. « c'est vrai que cela fonctionne et nous sommes obligés de le reconnaître » a affirmé M. Quartier, président des cafetiers « mais est ce que c'est possible en France ? » où « le climat n'est pas exactement le même » pour aller fumer dehors comme le font les Italiens. M Le Carour, membre du directoire de l'UMIH, a souligné pour sa part « a priori les organisations professionnelles d'abord hostiles à cette loi ont maintenant reconnu leur erreur de jugement. Nous avons peut être à en tirer les leçons et à ouvrir très vite le débat ». Toutefois selon lui « il ne faut pas que les fumeurs se sentent exclus ». L'agence qui note qu'ils ont rencontré le

président du syndicat de l'industrie touristique italienne, précise que selon Guiseppe Dell'Aquila, il n'y a pas eu de baisse du chiffre d'affaire et que si les professionnels étaient « perplexes » avant la loi « ils s'étaient rendus compte qu'ils se trompaient ». D'après G. Dell' Aquila, 56% des restaurants et 55% des bars disent ne pas avoir perdu d'argent voire avoir amélioré leur CA et seuls 12% des restaurants et 13% des bars disent avoir enregistré une baisse significative.

« Virée d'élus dans les café sans tabac d'Italie » titre LIBERATION de samedi qui souligne que pendant deux jours « Yves Bur a fait la tournée des troquets romains » accompagné d'une délégation parlementaire pour vérifier que « dolce vita » rime désormais avec « pas de tabac ». « Tous mes amis qui rentraient de vacances en Italie m'assuraient que la loi était parfaitement respectée. J'étais curieux de vérifier par moi-même » déclare Yves Bur. Bernard Quartier de l'UMIH observe pour sa part « il faut reconnaître que cela fonctionne (&) la mesure n'a pas entraîné de baisse d'activité. Au contraire certains établissements ont amélioré leur chiffre d'affaire ». Selon le sénateur Robert del Picchia « Il suffit de se balader pour voir comment les Italiens sont autodisciplinés ». Yves Bur estime quant à lui que « ce ne sont pas les risques de sanction qui ont convaincu (les Italiens) mais la prise de conscience qu'il s'agissait d'une question de santé publique ». Le journal qui évoque la rencontre avec l'ancien ministre de la santé et rapporte ses propos sur le chiffre d'affaire des établissements (voir AFP), cite Bernard Quartier « après cette expérience italienne , je témoignerai en faveur de la mesure. Il faut que notre profession qui est encore très peureuse face à cette question soit prête pour une loi de ce genre ». Indiquant qu'Yves Bur a déjà recueilli 80 signatures de députés UMP et UDF favorables à sa proposition de loi, le quotidien souligne que Claude Evin, François Hollande et quelques autres parlementaires de l'opposition auraient aussi garanti leur vote favorable. Pour Yves Bur le gouvernement français devrait avoir le même courage politique que Berlusconi .

LE MONDE de dimanche lundi constate que « Dans son combat contre le tabac la France étudie l'exemple italien ». Introduction sur cette déclaration d'Yves Bur « Ce qu'un gouvernement Berlusconi a fait, un gouvernement Villepin doit être capable de le faire ». Le journal qui note que « les parlementaires ont mené l'enquête à Rome depuis l'heure de l'apéritif jusqu'au cSur de la nuit », rapporte que pour Yves Bur « les grands perdants sont les fabricants de cendriers ». Précisant que dans les établissements visités, clients et professionnels ont exprimé la même satisfaction et que pour les représentants de l'UMIH « c'est incontestablement positif » et « il faut ouvrir le dialogue », le quotidien souligne que le soutien de l'opinion publique a été le meilleur atout de l'ancien ministre de la santé. L'ancien ministre affirme « les pressions des multinationales existent toujours, mais en un an la consommation de tabac en Italie a diminué de 5,9% et celle des produits de substitution à la nicotine a explosé de 90% ». D'après le journal, Yves Bur attend désormais que le ministre français de la santé fasse « bouger le statu quo » et il invite ses collègues parlementaires à « une attitude de courage face aux lobbies ».